



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

Présidence de la République

***Conférence de Haut Niveau de la FAO sur la  
Sécurité Alimentaire Mondiale :***

***Thème : Les Défis du changement climatique  
et des bioénergies***

**ALLOCUTION DE  
SON EXCELLENCE  
MAITRE ABDOULAYE WADE,  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL**

*Rome, le 3 juin 2008*

**Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Mesdames, Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,  
Monsieur le Directeur Général de l'Organisation des Nations  
Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture,  
Mesdames, Messieurs,**

Il y a bientôt douze ans, la Communauté Internationale, réunie ici à Rome, à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation, prenait l'engagement de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous, afin d'éradiquer la faim dans le monde.

Cet engagement, nous l'avons renouvelé en juin 2002.

En nous retrouvant au même lieu, pour une **Conférence sur la Sécurité Alimentaire Mondiale et les Défis du Changement Climatique et des Bioénergies**, le constat qui s'impose est que non seulement cet objectif n'a pas été atteint, mais la situation alimentaire et environnementale mondiale a même empiré.

Nous voilà à nouveau rattrapés par l'histoire.

Il nous faut agir d'urgence et changer de méthode pour répondre aux défis qui nous interpellent.

La leçon principale que nous enseigne la flambée généralisée des prix des denrées alimentaires, c'est que désormais, aucun pays n'est à l'abri du phénomène. Nous en souffrons tous, pays riches comme pays pauvres, certes à des degrés divers.

Un nouvel élan de coopération solidaire et novatrice s'impose si nous voulons réellement apporter des réponses concrètes, durables et satisfaisantes à la crise.

La FAO a été créée pour servir de cadre à notre action commune afin **« d'élever le niveau de nutrition et les conditions de vie des populations des Etats membres et d'améliorer le rendement de la production et l'efficacité de la répartition de tous les produits alimentaires et agricoles »**.

Mais depuis sa création il y a 63 ans, le monde a beaucoup changé ; notre environnement s'est considérablement bouleversé et avec l'adhésion massive des pays en développement à l'Organisation, les besoins auxquels elle doit répondre se sont diversifiés.

Ces mutations profondes ont suscité de légitimes interrogations quant à la capacité de la FAO, dans sa structuration et avec ses moyens humains et financiers, ses méthodes de travail et d'intervention sur le terrain, de remplir avec succès la mission qui lui est assignée.

La crise actuelle révèle en elle-même les carences dont souffre l'Organisation en tant que système de coopération multilatérale pour le développement agricole et la sécurité alimentaire, quelles soient par ailleurs la volonté et les compétences intrinsèques des hommes et des femmes qui l'animent.

L'Evaluation Externe Indépendante de la FAO, ordonnée par le Conseil de la FAO et dont le Sénégal a pris connaissance, témoigne avec pertinence de la situation difficile que traverse l'Institution.

Entre autres constats tout aussi inquiétants, le rapport renseigne que sur dix ans, les ressources de la FAO ont chuté de 31% et ses effectifs de 40%.

Le document relève entre autres constats tout aussi inquiétants, l'existence « **d'une bureaucratie lourde et coûteuse ... Un nombre élevé de chevauchements et de double emplois ... Un manque de cohésion dans les relations entre le siège et les activités de terrain** ».

Il est en outre indiqué que « **les coûts administratifs, par rapport aux dépenses au titre de programmes, ont augmenté de manière considérable** » et que « **dans plusieurs bureaux de pays, les coûts administratifs dépassent les dépenses au titre du programme** ».

En notant que le Directeur Général a « **lancé des initiatives courageuses pour débloquer la situation et redynamiser l'Organisation** », l'Evaluation Indépendante constate malgré tout que « **la FAO est dans un état de crise grave qui menace à présent son avenir** ».

Et de toute évidence, ce n'est pas avec un budget de 867,6 millions de dollars pour le binôme 2008/2009 et un effectif de 3072 employés que la FAO donnera satisfaction aux attentes de ses Etats membres.

Nous devons donc envisager les mesures de redressement nécessaires. La FAO étant née de la volonté des Etats membres, c'est par cette même volonté que doivent procéder les changements dictés par la nouvelle disposition des choses.

La **révolution agricole** que nous appelons de nos vœux dans les pays en développement suppose au préalable une **révolution des mentalités** pour un nouvel état d'esprit dans l'approche des problèmes et leur solution.

Faisons moins d'études, dépensons moins en administration et plus en activités de terrain pour inverser les tendances négatives.

Simplifions les procédures, les mécanismes et les méthodes de manière à raccourcir les délais d'intervention.

Délocalisons le maximum de services possibles dans les zones d'activités opérationnelles. Faisons confiance aux acteurs locaux par une délégation plus souple des pouvoirs.

Envisageons des investissements innovants par la distribution directe d'intrants et d'équipements agricoles pour contourner les procédures administratives longues, coûteuses et finalement inefficaces.

Voilà, certainement entre autres mesures possibles, les changements majeurs qui me paraissent indispensables pour améliorer le système et focaliser l'action de l'Organisation sur les secteurs prioritaires où elle bénéficie d'avantages comparatifs.

Engagement, innovation, rapidité dans l'action. C'est dans cet esprit qu'il nous faut aussi définir et exécuter les engagements à convenir au titre de la présente Conférence.

**Comment assurer la sécurité alimentaire mondiale ?  
Comment relever les défis du changement climatique  
et des bioénergies ?**

## 1. Face à la crise alimentaire : passer de l'aide alimentaire à l'assistance à l'agriculture

Aucun peuple ne peut assumer avec dignité son destin sans s'affranchir de l'aide alimentaire.

L'aide alimentaire, par le lien de dépendance qu'elle engendre, accroît toujours le besoin d'aide sans offrir une réponse durable et crédible aux problèmes de fond.

La solution durable à la crise actuelle réside plutôt dans l'autosuffisance alimentaire par un retour à la terre. Nous devons donc encourager des actions à long terme fondées sur l'assistance à l'agriculture.

C'est l'option définitive que le Sénégal a choisie.

Voilà pourquoi nous avons lancé un plan dénommé **Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance**.

Avec des objectifs ambitieux et des moyens d'action précis, nous visons la production, en grandes quantités, de diverses variétés céréalières et d'autres spéculations, ainsi que la modernisation de l'élevage. Toutes les catégories sociales sont impliquées dans cette Grande Offensive, y compris les Sénégalais de l'extérieur.

Parallèlement, nous poursuivons notre programme d'irrigation de 240.000 ha pour couvrir nos besoins en riz et mettre fin à une dépendance qui nous coûte en moyenne chaque année 350 millions de dollars pour importer 600.000 tonnes de riz.

Dans la quête de la souveraineté alimentaire, nous développons également des **fermes modernes** en milieu rural.

Il s'agit, grâce à un partenariat de type nouveau, de mettre à la disposition de jeunes villageois des équipements et autres intrants agricoles, notamment un forage, du matériel d'irrigation, un groupe électrogène, des semences, des fertilisants et l'encadrement technique nécessaire.

Cette expérience relève de ce que j'appelle les **investissements innovants** qui, en lieu et place de financements suivant des procédures

longues et compliquées, se matérialisent par une assistance directe sur le terrain impliquant les populations concernées, avec des résultats probants.

Les bénéficiaires, motivés par la prise en charge de leur propre destin par eux-mêmes, retrouvent la dignité dans le travail et s'offrent ainsi des conditions de vie décentes, et, à terme, la possibilité d'exporter une partie de leur production.

Dans la quête de la sécurité alimentaire, je pense qu'en dépit du principe de précaution, le temps est venu d'explorer plus en avant la biotechnologie pour la vulgarisation des organismes génétiquement modifiés dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

## **2. Sauvegarde de l'environnement mondial : pour une responsabilité commune, différenciée et solidaire**

Le monde continue de vivre au quotidien les effets néfastes de la dégradation de l'environnement engendrée par les changements climatiques.

La sauvegarde de l'environnement mondial engage tous les pays quel que soit le niveau de développement.

Elle exige des réponses concertées et imaginatives.

Toutefois, elle doit reposer sur l'acceptation par tous du principe de la **responsabilité commune mais différenciée**.

**La responsabilité commune** appelle un comportement individuel compatible avec la préservation de l'environnement, l'adhésion universelle aux instruments internationaux de lutte contre la dégradation de l'environnement et surtout l'exécution de bonne foi des engagements y souscrits.

Elle signifie qu'aucun Etat ne peut, à lui seul, répondre aux défis globaux. Seule une approche concertée et solidaire se prête aux problèmes de dimension planétaire.

**La responsabilité différenciée** exige que les acteurs, publics ou privés, qui polluent le plus, assument naturellement des obligations proportionnelles aux dommages qu'ils causent à l'environnement.

**La responsabilité solidaire** doit quant à elle inspirer des initiatives positives de contribution à la protection de la nature dans l'intérêt des générations actuelles et futures.

C'est dans cet esprit que dans le cadre du NEPAD, les Etats sahélo-sahariens ont lancé un projet à l'échelle du Continent appelé **Grande Muraille Verte**, dont le Sénégal, en rapport avec la Commission de l'Union africaine, assure la coordination en tant que responsable du volet environnement du NEPAD.

Ce projet consiste à planter des arbres sur une distance de 7000 km, de Dakar à Djibouti, pour constituer une bande verte de 5 km de large afin d'arrêter l'avancée du désert.

Avec la régénération de la biodiversité, nous entendons offrir à notre planète un nouveau « **poumon vert** » et contribuer ainsi à la lutte contre les changements climatiques.

Par son impact global, ce projet est bénéfique à la planète terre, **notre habitat commun**. IL devrait par conséquent intéresser la Communauté internationale dans son ensemble.

Nous avons déjà identifié le tracé de la Grande Muraille Verte et procédé à la sélection des espèces d'arbres à planter en fonction des zones climatiques ; chaque pays traversé par la Muraille étant responsable de son édification à l'intérieur de ses frontières.

Tout le long de la Grande Muraille Verte, nous prévoyons d'installer des **bassins de rétention**.

Le procédé consiste à recueillir l'eau de pluie pendant l'hivernage, au point le plus bas de chaque village, par un système de compactage du sol.

Chaque année à la saison des pluies, nous perdons d'importantes ressources en eau par évaporation, infiltration dans le sol ou écoulement vers la mer.

Avec les bassins de rétention, ces ressources sont valorisées pour permettre aux ruraux de cultiver toute l'année, pratiquer la pisciculture

et satisfaire ainsi leurs besoins alimentaires et même exporter des produits maraîchers.

Je signale que l'investissement pour un bassin de rétention est d'environ 140.000 dollars. Nous en avons réalisé plus de deux cents au Sénégal et la vie des populations bénéficiaires s'en trouve qualitativement améliorée.

En revalorisant ainsi nos campagnes, nous contribuons ainsi non seulement à la préservation de l'environnement par une exploitation rationnelle des ressources en eau, mais aussi à la lutte en amont contre le phénomène de l'exode rural et de l'émigration clandestine.

S'agissant en particulier de la protection de l'écosystème, la communauté internationale devrait peut être envisager de classer certaines forêts au statut de **Patrimoine Commun de l'Humanité** assorti de mesures d'accompagnement compensatrices pour les populations concernées.

Par exemple, des aires d'exploitation pourraient être aménagées moyennant des activités de « remise en l'état » par un reboisement régulier et suivi.

#### **4. Faire face au choc pétrolier et développer les énergies alternatives**

Avec la flambée continue du coût des produits pétroliers, les économies des pays africains non exportateurs sont menacées de déstabilisation.

Tous les acquis que nous avons réalisés au prix d'efforts constants risquent d'être remis en cause par des charges budgétaires imprévues.

Il nous faut, en effet, subventionner les prix des produits pétroliers et des denrées de première nécessité pour ne pas répercuter la hausse sur les consommateurs au risque de provoquer l'explosion sociale.

En même temps, l'Etat renonce à des recettes fiscales sur certains produits pour atténuer la hausse des prix. Cette situation conduit inéluctablement au déséquilibre budgétaire.



J'ai proposé, il y a plus d'un an, la création d'un **Fonds de lutte contre la pauvreté qui pourrait être alimenté par des contributions volontaires** des pétroliers pour aider les pays non exportateurs à supporter le fardeau de hausse de la facture pétrolière.

Je sais, et je m'en félicite, que la France soutient l'idée d'une taxe sur les surprofits pétroliers et que la Banque Mondiale accepte le principe de l'allègement de la surcharge pétrolière pour les pays en développement non producteurs.

Avec le recours aux biocarburants, nous avons la possibilité d'alléger la dépendance énergétique des pays non producteurs de pétrole mais aussi de contribuer à la réduction des gaz à effet de serre.

J'ai conscience de la controverse à propos du renchérissement des produits alimentaires qui serait consécutif au détournement d'une partie de la production agricole à des fins énergétiques.

Gardons nous cependant de généraliser le problème parce que l'Afrique, en ce qui la concerne, avec ses énormes ressources foncières et hydriques encore inexploitées, peut être à la fois un grenier et un réservoir de biocarburants.

Du reste, des plantes à usage potentiel de biocarburants comme le *Jatropha* poussent même à l'état sauvage.

### **Mesdames, Messieurs,**

Au moment où nous tenons nos assises, nos peuples sont encore à l'écoute et nous observent.

A la sueur de leur front, des millions d'hommes et de femmes, petits producteurs agricoles, artisans, pêcheurs, pasteurs et d'autres catégories sociales, cherchent, avec courage et dignité, à assurer des conditions de vie décentes à leurs familles.

Ces millions d'hommes et de femmes ne peuvent se satisfaire ni de déclarations d'intention, ni d'engagements sans lendemain, mais d'actions immédiates et concrètes en réponse à leurs attentes.

C'est notre raison d'être ici.

Faisons ensemble que ces espoirs ne soient pas déçus.

Nous en avons les moyens. Mettons notre volonté au service de ces moyens.

Je vous remercie de votre aimable attention.